

Président du Comité Directeur du SEMIDE

**Séminaire d'information sur les Systèmes Nationaux d'Information
sur l'Eau en Méditerranée
Cas de la Tunisie : le SINEAU**

Cadrage Régional sur la Stratégie Méditerranéenne sur l'Eau

**Walter MAZZITTI,
Président du Comité Directeur du SEMIDE**

Tunis le 18 mars 2010

Excellences, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

En tant que membre italien du Groupe Expert Eau de l'Union pour la Méditerranée, permettez moi maintenant d'introduire les grandes lignes des travaux sur la future stratégie Méditerranéenne sur l'eau qui a été initiée par la conférence ministérielle sur l'eau de la Mer Morte en Décembre 2008 dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée et qui devrait être validée lors de la prochaine conférence ministérielle prévue le 13 avril 2010 à Barcelone.

10 ans environ se sont écoulés depuis la Conférence de Turin, organisée en 1999 par le Gouvernement italien. Comme vous le savez, l'adoption du premier Plan d'action pour la Méditerranée, avec une dotation financière de 40 millions d'euros des fonds MEDA, a permis la réalisation de 9 projets pilotes sur les 6 priorités retenues par le Plan. Cette Conférence a également réaffirmé la valeur stratégique du SEMIDE, comme premier instrument de coopération de dimension régionale dans le domaine des ressources hydriques.

Des indicateurs alarmants, comme les effets provoqués par le changement climatique, la croissance démographique exponentielle, la rareté de l'eau, la sécheresse, la pollution, l'usage irrationnel de la ressource, mettent à dure épreuve la qualité de la vie, de l'environnement, des écosystèmes et des économies mêmes des Pays de la rive sud de la Méditerranée.

Et pourtant, durant ces dix dernières années, le problème de l'eau, bien que représentant un point crucial pour le développement social et économique des pays de la Méditerranée, n'a pas incité suffisamment à une concertation régionale, et n'a non plus été l'objet d'une stratégie méditerranéenne concrète et réelle.

Les urgences mentionnées exigent donc une réponse politique rapide et concertée, concrètement réalisable.

Le sommet de Paris pour la Méditerranée a sans aucun doute donné un nouvel essor politique au Processus de Barcelone. L'initiative de l'Union pour la Méditerranée a enfin ouvert de nouvelles perspectives pour le renforcement de la coopération entre les 43 Pays adhérents grâce à la réalisation de projets de dimension régionale et transnationale, ainsi qu'à travers une participation effective des Pays méditerranéens partenaires aux processus de décision.

C'est dans la foulée de cette vision renouvelée, que l'adoption de lignes stratégiques concertées pour le lancement d'un Plan d'Action, incisif et en mesure de développer des initiatives concrètes, devient pour nous tous, maintenant, une priorité absolue.

La conférence ministérielle de la Mer Morte, fin 2008 a fourni les grandes lignes d'une nouvelle stratégie à long terme et a chargé un groupe expert sur l'eau, essentiellement, composé de responsables institutionnels des pays, de définir cette stratégie composée de quatre axes prioritaires :

- L'amélioration de la gouvernance du secteur de l'eau

- L'adaptation des modes de gestion aux impacts du changement climatique
- La gestion de la demande, le recours à des ressources non conventionnelles telles que le dessalement ou la réutilisation des eaux usées traitées
- L'optimisation du financement, avec la mise en pratique systématique du recouvrement des coûts

De manière générale, nous devons avoir la conviction que la prochaine Conférence de Barcelone devra représenter la liaison entre les déclarations programmatiques et la réalisation d'actions spécifiques.

Nous avons eu suffisamment de temps, pendant ces dernières années, pour affirmer et partager les principes qui devaient inspirer les initiatives futures. Le moment est venu de passer à l'action avec des projets concrets, sans omettre de tirer profit des expériences déjà accomplies de façon positive. Les projets pilotes menés par le Plan d'Action de Turin et les nombreuses initiatives entreprises par les différents Pays, grâce aussi au soutien de l'Union Européenne et d'autres bailleurs de fonds comme la Facilité Africaine sur l'eau, constitue une base de départ précieuse pour le lancement d'un nouveau plan d'action qui sera défini après la conférence de Barcelone.

Tous les instruments disponibles, techniques et financiers, devront être mis en jeu pour faire décoller des projets de qualité qui associent un grand nombre de partenaires.

Par « projets de qualité », nous entendons non pas une simple liste de projets, mais des projets susceptibles d'être réalisés et qui soient cohérents avec les autres politiques et les autres activités en cours dans la Région. Nous pensons en particulier à la protection de l'environnement et des écosystèmes.

Toutefois il est également essentiel que les projets soient en mesure de susciter l'intérêt des investisseurs. Les nouveaux principes pour l'amélioration de la gestion locale de l'eau, et le Partenariat Euro-Méditerranéen lui-même, ne pourront de fait se réaliser complètement que si l'on parvient à une collaboration effective entre les organismes publics, le secteur privé et la société civile.

Lors de la conférence de la Mer Morte, les Ministres ont aussi *appelé de leurs vœux un renforcement de la coordination entre les initiatives et réseaux euro-méditerranéens existants en matière d'information et d'expertise.*

Ils ont souhaité une meilleure planification des politiques et leur évaluation, ainsi que le renforcement des capacités.

Ils ont souligné qu'un échange d'informations soit mis en place sur la base d'approches volontaires, l'objectif étant toujours de rechercher la comparabilité, la cohérence et d'éviter les doubles emplois.

La mise en réseau du potentiel exprimé par les organismes les plus qualifiés qui ont développé en Méditerranée des compétences de haut niveau dans le domaine de l'eau constituera certainement un support efficace. Avec l'aide d'un Observatoire sur les ressources hydriques en Méditerranée, ce nouveau réseau représentera un instrument valable et stratégique pour favoriser la diffusion entre les Pays de données et d'informations, de technologies, d'innovations et de savoir-faire, pour promouvoir la recherche et la formation.

Ces aspects feront l'objet d'objectifs transversaux dans la future stratégie, d'où l'importance des travaux lancés aujourd'hui par la Tunisie en matière d'information.

Il ne s'agit là que d'une première réflexion pour répondre à une préoccupation que nous partageons tous : celle d'une meilleure coordination du foisonnement d'initiatives touchant au secteur de l'eau dans la région Méditerranéenne et une plus grande efficacité de leurs actions.

Comme nous le savons tous, la question des systèmes d'information est cruciale. La région méditerranéenne souffre d'un grand déficit en matière de données, informations et statistiques sur l'eau, qui soient fondées sur des définitions et des méthodes internationalement reconnues. Or cette connaissance sur l'état du milieu aquatique, sur les besoins des différents secteurs, les pressions exercées et les impacts des activités humaines sont fondamentales pour l'analyse, la prise de décision, la définition et le suivi de plans d'action, au niveau national comme régional. Les travaux préliminaires d'un groupe de pays ont abouti à une note de concept, disponible en anglais, arabe et français, sur laquelle des pays pilotes, dont la Tunisie, ont déclaré leur intérêt.

L'inversion de tendance que nous sommes en train de réaliser exigera la participation et la concertation d'un sujet qui a été ignoré jusqu'à présent des politiques de secteur : le consommateur lui-même.

Il sera donc essentiel de donner naissance à un processus commun pour la création et la diffusion d'une « authentique culture de l'eau ».

Je vous remercie de votre attention.

Walter Mazzitti
Représentant de l'Italie dans le Groupe Expert Eau
de l'Union pour la Méditerranée
Président du Comité Directeur du SEMIDE